

Falk, Richard, Kim, Samuel S., Mendolovitz, Saul H. (Eds) –
Studies On A Just World Order. Volume I : Toward A Just World
Order. Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 666 p.

Samir Saul

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701546ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701546ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1983). Compte rendu de [Falk, Richard, Kim, Samuel S., Mendolovitz, Saul H. (Eds) – Studies On A Just World Order. Volume I : Toward A Just World Order. Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 666 p.] *Études internationales*, 14(3), 561–563. <https://doi.org/10.7202/701546ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

FALK, Richard, KIM, Samuel S., MENDLOVITZ, Saul H. (Eds) – *Studies On A Just World Order. Volume 1: Toward A Just World Order*. Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 666 p.

Il en est des courants académiques comme de bien d'autres phénomènes: ils n'échappent pas à l'effet du balancier. L'étude de la vie internationale a longtemps privilégié l'observation des faits tangibles, des données empiriquement saisissables, voire des aspects mesurables du domaine d'investigation. On en venait à mettre l'accent sur le côté technique des relations internationales, sur les mécanismes de leur gestion, sur les paramètres de leur élaboration, bref à donner une image descriptive, certes, mais statique de la réalité. Étaient négligé le questionnement de la finalité des rapports internationaux et sous-entendue la pérennité de la structure étatique comme cadre de la société internationale.

Il fallait prévoir qu'à la suite des bouleversements des années 1970 la perception n'en restât pas là et que la question normative, celle des buts, des objectifs et des valeurs fût posée. Ce sont les tenants du projet « world order studies » qui ont cru bon d'inverser la manière d'aborder les problèmes et de prendre comme point de départ la formulation des valeurs qui devraient régir les relations internationales. Le critère d'appréciation des rapports internationaux serait un ensemble de valeurs mondialistes (« world order values ») jugées souhaitables. Vers celles-ci devrait tendre l'arrangement d'un monde « préférable » et d'une « utopie pertinente ».

On ne saurait trop louer les auteurs de vouloir s'affranchir d'un carcan idéologique et méthodologique susceptible d'étriquer l'analyse et de livrer une image incomplète de l'en-

semble des relations internationales. La guerre, le jeu des alliances, l'équilibre/déséquilibre militaire et les arcanes de la diplomatie ne sont assurément pas les seuls dossiers dignes d'intérêt. La quête de la paix, la conquête de droits politiques et civils, le recul de l'indicible misère qui tenaille des centaines de millions d'habitants de la terre, la restauration d'un système écologique en passe de céder sous le poids d'un développement déréglé sont, à ne pas douter, des objectifs de la première importance. Et l'ouvrage nous vaut des exposés fouillés sur la triste situation qui est celle du monde contemporain et des périls qui le guettent: paupérisation croissante, guerre nucléaire, pénuries insurmontables, catastrophe écologique. Le tout est doublé, comme il se doit, de chiffres, tableaux et graphiques.

Les éditeurs servent par conséquent au public qu'ils visent, les étudiants, un recueil de textes conçu pour prendre le contre-pied des autres manuels de relations internationales. Dans la première partie, l'approche des « world order studies » est introduite au travers de certains écrits représentant la « voix des opprimés » (par exemple, Steve Biko et Paulo Freire). Ils sont suivis de textes concernant le système étatique. H. Bull y voit une réalité incontournable, et, en fin de compte, utile. E. Ahmad décèle dans divers pays du « tiers monde » les traits de l'État néofasciste. S. Diamond souligne le caractère coercitif de toute formation étatique et sa fonction négatrice des aspirations de la personne. J. Galtung constate le rôle grandissant des acteurs non territoriaux. I. Wallerstein fournit un nouvel énoncé de la conception de l'« économie-monde ». Les éditeurs s'attachent enfin à esquisser une idéologie de nature à favoriser l'avènement des « world order values ». Très oecuménique, cette idéologie ferait place à quiconque s'estime victimisé par l'ordre mondial actuel.

La deuxième partie réunit des textes traitant de la paix, du bien-être économique, de la justice sociale et de l'équilibre écologique. Relevons dans la première rubrique l'article de D. Senghaas qui tient compte de la « violence structurelle » et comprend la réalisation de la

justice sociale dans tout concept de paix. Dans la seconde, l'extrait d'un ouvrage de F. H. Cardoso souligne la méprise des solutions techniques au développement et l'importance de tracer de nouvelles voies en comptant sur ses propres forces et en suscitant de nouveaux objectifs. Dans la troisième, F. Ajami examine d'un oeil critique la notion de droits de l'homme et s'emploie à faire le lien entre les droits individuels que revendiquent les libéraux et les droits collectifs que prônent les socialistes.

La troisième partie brosse des portraits de l'avenir et soulève la question des modes de transition vers cet avenir. L'intéressante étude de S. Cole constitue une sorte d'historiographie des attitudes qui ont dominé les projections futuristes et la prospective. La vision d'une croissance continue des années 1960 – par exemple, chez Kahn – a fait place à celle de la stagnation malthusienne, sinon au catastrophisme, des années 1970 – entre autres, au sein du Club de Rome. Le point de vue soviétique en la matière n'est pas négligé.

R. Kothari fournit un article qui remet en cause l'ensemble des « world order studies », en révèle les prémisses et les situe dans le contexte évolutif de la politique extérieure des États-Unis. Il les rattache au discours sur l'interdépendance et la gestion du monde répandu par la Commission trilatérale et l'administration Carter. Née de la conscience lancinante du déclin et de la peur des transformations qui se dessinent dans le monde, le mondialisme viserait à admettre le minimum d'ajustements afin de préserver le statu quo et la prépondérance de l'Occident. En l'occurrence, il s'agirait d'amadouer les élites du « tiers monde » et de les induire à collaborer avec les États-Unis au moment où celles-ci, fortes de la montée des prix de certaines matières premières, émettent des vœux d'autodéveloppement, de redistribution du pouvoir et de réalisation d'un nouvel ordre économique international. Et d'ajouter, sans indulgence, pour les « world order studies » :

It is interesting to note how, in a period of imperial retreat, new legitimization is sought from dissident sources, how the paranoid strains in national culture

converge with idealistic strains in the same culture to produce an apparently new ideology in the defence of old interests. (p. 573)

Il n'est pas douteux que les carences des « world order studies » sont telles qu'elles prêtent largement le flanc à cette critique. Premièrement, la primauté donnée aux valeurs, aux préférences et, franchement, aux utopies laisse croire que le changement ne serait dû qu'à la seule volonté des hommes. Sont minorés le rôle moteur de la nécessité sous toutes ses formes et les rapports de force. Les éditeurs semblent sensibles à cette insuffisance, qui multiplie les assurances que le problème de la transition leur apparaîtrait en effet capital. Mais en sont-ils quittes pour autant ? Rien n'est moins sûr car, à trop localiser sur un monde idéal, on en vient à perdre de vue les mutations véritables qui, elles, sont engendrées par le monde actuel. Loin de la réalité, mis hors d'atteinte, l'avenir s'édulcore et notre prise sur les changements en cours n'en sort pas renforcée. Il n'est pas, d'autre part, surprenant que les « world order studies » n'aient pas pu définir, au-delà des généralités, les contours d'un « ordre mondial juste ». En définitive, le point de départ de ce projet est contestable, tant il est vrai que pour contredire l'empirisme et le behaviorisme ambiants il ne s'ensuit pas qu'il faille s'en remettre à la subjectivité.

Deuxièmement, comment espérer modifier la sombre situation qui nous est décrite en se privant d'une étude des causes qui expliqueraient pourquoi nous en sommes rendus là ? Quelles sont les forces et les pesanteurs sur lesquelles repose le statu quo ? Les éditeurs constatent que le changement rencontrera des adversaires et comptent sur l'éducation de l'opinion publique. Mais la désignation du système étatique comme source de tous les maux est trop historique pour être utile et laisse entier le problème des transformations concrètes. L'abolition de l'État n'étant pas pour demain, il reste à s'indigner face à la condition humaine.

Néanmoins si les « world order studies » avaient pour objectif de dévoyer le projet d'un nouvel ordre économique international, il faut

reconnaître que celui-ci, déjà traversé d'une multitude de contradictions, a plus exactement été mis en veilleuse par la récession (ou crise) actuelle.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Montréal*

ZWICK, Peter. *National Communism*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 270 p. ISBN: 0-86531-427-6

Voici un ouvrage fort intéressant qui propose au lecteur un examen de la relation entre nationalisme et communisme telle qu'elle se manifeste non seulement dans la théorie, mais surtout dans la pratique. L'auteur consacre deux chapitres à l'examen de ces deux idéologies passant en revue leurs points saillants, notamment les dimensions qu'elles ont en commun. Dans les trois chapitres qui suivent, l'auteur analyse la position soviétique, le titisme, les événements en Europe de l'Est, notamment en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Pologne. Puis jette un regard sur le rôle du communisme comme mouvement de libération nationale: surtout en Chine, en Corée, au Vietnam, à Cuba, au Nicaragua et dans d'autres pays du Tiers-Monde. Le dernier chapitre examine l'avenir du communisme.

La thèse principale de cet ouvrage est que le communisme ne peut être que national. Il est une réponse aux bouleversements causés par la révolution industrielle dont chaque manifestation est nécessairement nationale, tout au moins jusqu'au jour où toutes les nations, c'est-à-dire tous les pays, auront atteint le même stade de développement. Se penchant sur les écrits de Marx et de Lénine, Zwïck montre que, malgré certaines contradictions manifestes, ces deux stratèges et théoriciens de la révolution prolétarienne reconnaissaient l'importance des variations nationales. La perception contemporaine d'un communisme international est due à la décision de Staline de faire du marxisme soviétique, lui-même manifestation d'un communisme national, une idéologie internationale et de rejeter, si besoin

par la force, toute autre variante. Aussi l'auteur montre-t-il que cette politique n'a eu de succès que là où les Soviétiques manifestent une présence militaire et politique, c'est-à-dire en Europe de l'Est. La Yougoslavie de Tito, exception à cette règle, en se distançant de Moscou dut développer son propre communisme. Ce faisant, elle démontrait aux autres pays est-européens que la version soviétique n'était pas nécessairement la seule possible. Dès lors, les pays de l'Est n'ont cessé de chercher la voie que les Soviétiques considéraient comme tolérable et qui ne met point en jeu les intérêts stratégiques de ces derniers en Europe.

Il est de bon aloi dans la littérature contemporaine de définir les événements en Europe de l'Est depuis 1953 comme des manifestations de nationalisme, en particulier ceux qui ont provoqué une intervention militaire soviétique. Il ne nous semble toutefois pas exact de suggérer que derrière ces événements il y avait une tentative pour développer un communisme national. Dans les trois cas les plus saillants, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968 et Pologne 1980, le mouvement enclenché, s'il avait pu aller jusqu'à son aboutissement logique, allait rejeter les principes qui font du communisme le système politique qu'il est; notamment le parti unique, la propriété collective, la vision dialectique, basée sur la lutte des classes, du développement historique et l'anti-impérialisme. Zwïck reconnaît que les mobiles de l'intervention soviétique étaient davantage stratégiques qu'idéologiques; il n'en reste pas moins que les mouvements qui se développaient dans ces pays avaient très peu en commun avec le communisme et beaucoup plus avec le nationalisme. En d'autres termes, ils manifestaient une antinomie entre nationalisme et communisme.

Il nous semble que ce que Zwïck appelle communisme national est en fait communisme local. La distinction est importante et elle permet de résoudre le dilemme posé par les variations qu'on retrouve dans chaque régime communiste. Le nationalisme, en tant qu'idéologie, s'il définit un adversaire contre lequel il faut combattre, signale aussi la volonté de la nation de chercher et de développer son propre